

La profession réclame 100 €/t sur les contrats

Des aviculteurs de différents groupements venus des 4 départements bretons se sont retrouvés la semaine dernière à Plérin (22) pour parler de la situation économique qui se détériore durement dans leurs élevages.

VOLAILLE

Un peu plus de 80 aviculteurs, venus des 4 coins de la Bretagne, étaient réunis à Plérin mercredi 23 mars en soirée à l'appel de la FDSEA des Côtes d'Armor. « Nous avons échangé avec un grand nombre d'éleveurs de volailles qui se posent beaucoup de questions et notamment sur l'équilibre des contrats qui les lient avec leurs organisations de productions. Les autres productions poussent à la contractualisation mais lorsque l'on regarde bien le cas de la volaille, il n'est pas certain que cela soit intéressant niveau rémunération pour les producteurs de s'engager dans ce système », constate Philippe Cherdel, secrétaire général de la FDSEA 22. Le syndicat avait invité les responsables du Pôle Amont de LDC, principal acheteur de volailles en France, et les représentants des groupements de producteurs à participer à cette réunion mais les chaises sont restées désespérément vides. « Un compte rendu de

la réunion sera envoyé à LDC et aux groupements en leur proposant une nouvelle date pour se rencontrer », précise Philippe Cherdel.

Un coût de production hors contrat qui augmente de 25 %

« Nous sommes confrontés à une hausse généralisée du coût des intrants et de nos charges : gaz, électricité, fuel, main-d'œuvre, matériel d'élevage, litière... Le manque de main-d'œuvre est un réel problème et cela devient compliqué de trouver du personnel pour le ramassage des volailles. Le conflit en Ukraine fait exploser le prix des matières premières, les projections donnent une augmentation de 44,7 % du coût alimentaire d'ici le mois de juin », résume David Labbé, président de la section volaille de la FRSEA Bretagne. Les aviculteurs pointent les déséquilibres qu'ils subissent dans leurs contrats : la qualité de l'aliment qui se dégrade quand le coût des matières premières



augmente, le coût de production hors contrat qui grimpe de plus de 25 %, les nombres de bandes annuelles variables qui impactent la marge, les investissements non valorisés comme les fenêtres sur les poulaillers, les taux de pododermatites avec les pénalités qui viennent diminuer le prix de reprise du poulet sorti bâtiment... « Tout cela cumulé vient pénaliser la marge de plus de 5 €/m²/an », estime David Labbé. Un éleveur dans la salle ajoute : « Nous avons besoin d'être solidaires entre les différentes organisations de production (OP) pour faire passer des hausses aux acheteurs comme LDC. Le contexte géopolitique et sanitaire va entraîner un manque de volailles ce qui va faire fortement monter les prix et nous éleveurs n'allons pas en profiter. » En conclusion de cette soirée, les aviculteurs demandent une revalorisation des contrats à hauteur de 100 €/tonne avec une indexation sur l'évolution des charges d'élevage.

Nicolas Goualan

LE CAP DES 1 000 FOYERS INFLUENZA DÉPASSÉ

David Labbé a fait un point sur la situation Influenza en France avec le cap des 1000 foyers dépassé au 21 mars. Les Pays de la Loire sont très durement touchés, ils assurent 25 % de la production

française. Le dépeuplement en Vendée va entraîner un manque de volailles pour le marché français sur une durée de 3 à 4 mois. Ils ne pourront pas fournir de dinde ni de canard avant le mois d'octobre.

+44,7%
DU COÛT
ALIMENTAIRE
D'ICI JUIN.